

## Bujumbura dénonce à l'avance un rapport de l'ONU attendu mi-juin prochain

@rib News, 03/06/2017 Source Xinhua Le Burundi dénonce la "politisation outrance" du prochain rapport sur le pays au Conseil de l'ONU pour les droits de l'homme La présidence du Burundi a dénoncé vendredi la "politisation outrance" du rapport oral sur le pays dont la présentation est attendue à Genève du 14 au 15 juin prochain par la session du conseil de l'ONU pour les droits de l'homme.

L'ambassadeur Willy Nyamitwe, conseiller principal chargé du Bureau Presse, Information et Communication (PIC) à la présidence du Burundi, a déclaré que "la notion des droits de l'homme est devenue maintenant un instrument de coercition pour essayer d'imposer le dictat de l'Occident particulièrement contre les pays africains". L'Occident "a essayé d'opérer un changement de régime par des procédés illégaux au Burundi comme il l'a déjà fait sous d'autres régimes", a déploré M. Nyamitwe, "maintenant avec Genève, c'est peut-être la dernière carte en train d'être essayée pour montrer que le pays ne respecte pas les droits de l'homme, en s'appuyant sur des images horribles qui ont déjà circulé et accolé tous ces faits et gestes mauvais aux forces de défense et de sécurité". L'ONU le blesse, a-t-il indiqué, c'est que ces acteurs de "déstabilisation" du Burundi, ne fléchissent jamais les forces burundaises de défense et de sécurité, qui ont réussi à stabiliser la nation en dépit de "l'insurrection qui était installée et la marche putschiste qui était en marche" à la veille des dernières élections burundaises de 2015. L'ambassadeur Nyamitwe a signalé également qu'en pareille situation, il est tout à fait normal que le Burundi dénonce Genève parce qu'il "n'attend rien de bon de cette session" à cause de l'utilisation du conseil onusien des droits de l'homme contre le pays par les déstabilisateurs pour arriver à leurs fins "néfastes". Sur la question de savoir si le gouvernement burundais enverra une déléga-tion à Genève pour présenter un contre-rapport, M. Nyamitwe a indiqué que le Burundi explore avant tout que "son contre-rapport sur une session antérieure du conseil onusien pour les droits de l'homme, n'ait pas été pris en considération" dans la rédaction du rapport final. "Pour la prochaine session en revanche, le Burundi n'envisage pas envoyer un contre-rapport parce que le rapport écrit n'est pas encore sorti. Toutefois, d'expérience, force est de constater qu'en cas d'envoi d'un contre-rapport, quand les acteurs de déstabilisation découvrent que les éléments transmis viennent démentir et remettre en cause leurs démarches, ils préfèrent ignorer le contenu du contre-rapport", a-t-il fait remarquer. Le Burundi rejette d'avance les recommandations de cette prochaine session de Genève parce qu'elles viendront "tout simplement confirmer et valider ce que l'UE a toujours dit contre le Burundi, pour parvenir à ses fins, à savoir la déstabilisation du Burundi par un changement de régime via des procédés illégaux", a-t-il ajouté. Pour lui, l'UE est derrière la déstabilisation du Burundi parce que celui-ci est en train de lutter pour "sa fierté et sa souveraineté".

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});